

*L'Adresse—M. Whittaker*

Je ne pense pas qu'on accorde suffisamment d'importance aux autres sources d'énergie. On ne fait pas suffisamment de recherches et on n'y consacre pas autant d'argent qu'à la prospection d'autres gisements de combustibles fossiles. Les autres formes d'énergie sont l'énergie solaire, nucléaire et électrique. Il devient de plus en plus évident, surtout au Canada et aux États-Unis, que nous devons bientôt compter sur ces autres sources d'énergie. Nous devons consacrer davantage d'argent et de ressources à la recherche afin d'être prêts quand les gisements de combustibles fossiles seront épuisés et pour pouvoir utiliser ces combustibles fossiles pendant plus longtemps qu'on ne le prévoit actuellement. Je l'admets, quelqu'un de mon âge ne verra peut-être jamais l'épuisement des combustibles fossiles, mais nous devons commencer à planifier pour nos enfants, nos petits-enfants et leurs enfants. Il faudra mettre davantage l'accent là-dessus.

Le discours du trône a très peu parlé de l'agriculture. On a mentionné en passant quelque chose au sujet d'une stratégie alimentaire, et je sais que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a annoncé qu'il allait procéder à une réorganisation et une restructuration de son ministère, mais à mon avis, ce n'est que de la frime. C'est le genre de choses que le gouvernement fait lorsqu'il est en difficulté; en réalité, il ne possède ni solution ni réponse aux problèmes. Ce stratagème a déjà été utilisé à plusieurs reprises, non seulement par le gouvernement mais aussi par l'industrie. Cela ne résout vraiment rien.

Juste avant que je vienne à Ottawa en tant que député, le gouvernement fédéral avait mis sur pied un groupe d'étude sur l'agriculture appelé Congrès agriculture. Grâce à lui, on allait résoudre les problèmes de l'agriculture au Canada dans les années 70. Le gouvernement fédéral a dépensé beaucoup d'argent. Il a retenu les services des meilleurs spécialistes de l'agriculture et des représentants des organisations de consommateurs afin de discuter de ce qu'on allait faire pour l'agriculture dans les années 70. Le gouvernement a institué des comités sur les tendances des prix de l'alimentation puis, ceux-ci ont été remplacé par la Commission de surveillance des prix des produits alimentaires.

Ces instances n'ont vraiment rien accompli de plus que le premier congrès, les solutions qu'il avait proposées n'ayant jamais été mises en œuvre. Si le gouvernement désire épargner de l'argent, je suggère qu'il dépoussière les vieux rapports, qu'il les lise et qu'il commence à appliquer certaines de leurs recommandations au lieu de lancer d'autres programmes sous des noms différents, et de tenter ainsi de convaincre les agriculteurs et les consommateurs que le gouvernement fait quelque chose dans le domaine de l'agriculture. Le problème qui se pose au Canada, c'est que nous n'avons pas de politique agricole. Le gouvernement fédéral n'a jamais vraiment énoncé les grandes lignes d'une politique agricole.

Les agriculteurs américains font face à de nombreuses difficultés. Ils en sont arrivés au point où ils sont prêts à agir pour appuyer leurs revendications. Leur mécontentement tient entre autres au fait que la baisse de l'inflation enregistrée il y a un an ou deux s'est faite sur le dos des agriculteurs. Elle était due

[M. Whittaker.]

à la baisse des prix des denrées alimentaires. Cependant, dans une telle situation, les agriculteurs canadiens ou américains ne peuvent pas poursuivre leurs activités. Le jour où les agriculteurs s'arrêteront de produire, toute la collectivité s'en ressentira et les ennuis commenceront vraiment. C'est déjà ce qui commence à se produire aux États-Unis.

● (1232)

Il est inutile de recourir à d'innombrables études et de rassembler un grand nombre de personnes pour établir une stratégie alimentaire au Canada. Il suffirait de dépoussiérer certaines études existantes et de les exploiter. Nous avons besoin d'une politique qui permettra d'atteindre des résultats positifs au niveau de la collectivité agricole et de la production alimentaire au Canada. Le gouvernement répète sans cesse que le Canada doit subvenir à ses besoins alimentaires. Cela n'arrivera jamais avec le type de politique qu'on applique actuellement. Il serait temps que le gouvernement adopte une politique qui nous permette d'atteindre l'autonomie dans ce domaine.

Je voudrais consacrer quelques instants à des problèmes propres à ma circonscription et qui concernent la chaîne de télévision de Radio-Canada. Il s'agit en particulier d'une bande de territoire de 250 milles de large le long de la frontière américaine. Les habitants de ce territoire ne peuvent pratiquement pas recevoir les émissions de Radio-Canada. On a annoncé la réalisation d'un programme accéléré. En ce qui me concerne, cela signifie que Radio-Canada devrait diffuser ses émissions dans ce secteur pour que 15.000 téléspectateurs puissent les recevoir sans recourir à la câblodiffusion.

Dans une autre partie de ma circonscription, une station francophone a demandé un permis; sa demande a été approuvée sous prétexte que 500 personnes devraient recevoir ses émissions. L'autorisation a été accordée dans le cadre d'un programme accéléré, au mépris total de l'obligation de faire en sorte que les personnes habitant les autres secteurs dont j'ai parlé puissent recevoir gratuitement les émissions de Radio-Canada, comme tous les autres Canadiens. Je reconnais que les gens de cette région reçoivent effectivement des émissions télévisées. Cependant, il a fallu que de simples citoyens constituent des coopératives pour faire installer des relais de transmission dans les montagnes. C'est une solution coûteuse et qui laisse à désirer. Ce n'est pas le gouvernement qui en acquitte les frais, mais les gens de cette région. Ce n'est pas la même chose dans ma ville, Kelowna, ou à Toronto et à Montréal où il n'en coûte rien pour recevoir la télévision de Radio-Canada.

J'ai fait une intervention lors d'une audience du CRTC à Vancouver contre l'établissement d'une station de télévision française dans la région de l'Okanagan avant que ne soit fourni un service à la population de la région frontalière. Cette intervention m'a valu pas mal de critiques. J'estime cependant que le CRTC aurait dû savoir et comprendre ce qu'il y avait à faire. Lors des audiences du comité à Ottawa, j'ai parlé avec le président de Radio-Canada à ce sujet. Je lui ai dit qu'il avait une obligation envers la population de cette région, qu'il ne s'agissait pas simplement d'apaiser les reproches de quelqu'un.